

Initiatives ministérielles

nouvelle campagne agricole commence le 1^{er} août, dans le cas du grain, dans la région qui relève de la Commission canadienne du blé. Depuis cette date, le gouvernement interdit à la Commission de faire les paiements anticipés que la loi l'autorise à verser. Quel mal il se donne pour contourner la loi!

Otto Lang n'a pas agi autrement quand il a essayé d'abroger la loi temporaire sur les réserves de grain pour épargner 100 millions au gouvernement en ne payant pas à la Commission, pour une période de 18 mois, les frais d'entreposage de certaines quantités de grains. Nous l'avons poursuivi en justice et nous avons gagné. Nous avons obtenu 100 millions pour les producteurs de grains de l'ouest du Canada.

Nous assistons à la même manœuvre, sauf que cette fois les visages sont différents. Ils sont aussi laids que les précédents. Ou plutôt les noms ont changé, mais libéraux ou conservateurs, il s'agit toujours de la même espèce. Les conservateurs font exactement ce qu'ils reprochaient aux libéraux.

En parlant d'exemption d'intérêt, j'ai eu la chance, vendredi dernier, de parler brièvement de l'impôt reporté sur le revenu des sociétés. Les sociétés qui ont été autorisées à reporter leurs impôts et qui ne les remboursent pas ont accumulé presque 40 milliards de dollars dans la comptabilité de notre pays. Elles bénéficient en réalité d'un prêt sans intérêt.

J'ai dit, vendredi dernier, monsieur le Président, que s'il faisait payer un intérêt de 10 p. 100, soit au moins 3 p. 100 de moins que le taux bancaire, sur ces impôts reportés, le gouvernement du Canada ramasserait 4 milliards de dollars. Ce serait une façon ingénieuse de réduire le déficit.

Quoi qu'il en soit, les sociétés comme le CPR, Bell Telephone et International Nickel peuvent bénéficier d'un prêt sans intérêt, mais les conservateurs refusent absolument de verser des paiements anticipés sans intérêt aux agriculteurs.

J'ignore si nous ressusciterons un jour, mais j'espère au moins que l'ex-député de Prince-Albert reviendra d'entre les morts pour hanter le ministre de l'Énergie qui a l'air d'être un si bon chrétien. M. Diefenbaker, j'en suis sûr, aimerait secouer ses bajoues devant lui et mettre ses doigts dans ses oreilles, dans son nez et dans ses yeux pour le punir de ce qu'il fait à un programme mis sur pied en 1957. C'est très étrange. Dans l'Ouest, en fait, toutes les organisations agricoles ainsi que des gens de toutes les tendances politiques ont appuyé M. Diefenbaker—ses adversaires aussi bien que ses partisans—pour avoir instauré quelque chose que l'on essayait d'obtenir des

libéraux depuis 1947 et que l'on a finalement obtenu en 1957.

Qui est-ce qui essaie de supprimer cela? Le même parti politique qui l'avait mis en place, à savoir les conservateurs. Même les libéraux n'auraient pas été aussi stupides que cela. En fait, les conservateurs battent sans cesse des records. Ils le font encore aujourd'hui.

Lorsque les conservateurs formaient l'opposition, ils ont maintes fois reproché aux libéraux de recourir à la clôture et à l'attribution de temps, ce que les libéraux faisaient terriblement souvent. Les libéraux et les conservateurs ont beau se succéder au pouvoir, tout ce qu'ils font, c'est échanger de beaux discours. Mais les conservateurs battent aujourd'hui un record. Du temps des libéraux, on avait toujours au moins deux ou trois jours de débat, mais voici que les conservateurs n'accordent plus qu'une journée. Que dites-vous de cela? C'est là tout un record à battre!

Mais les conservateurs ont battu un autre record. Ils ont supprimé un programme qui avait été approuvé, adopté et appuyé par tous les partis politiques et toutes les organisations agricoles, y compris celles qui ne s'entendent pas entre elles ou qui sont elles-mêmes divisées, et cela, depuis 1957.

Je sais que c'est beaucoup demander, mais si les trois conservateurs et demi qui sont ici présents voulaient bien aller dire à leur caucus et à leur. . .

Une voix: Deux et demi.

M. Benjamin: Oui, c'est bien cela. Ils devraient aller dire à leur caucus et au Cabinet que c'est là une décision stupide, car le stockage et le transport des céréales coûtent pas mal plus cher que les 27 millions de dollars d'intérêt qu'il a fallu payer l'an dernier sur les avances de fonds. Il donne de l'argent liquide aux céréaliers qui peuvent alors payer leurs taxes et leurs autres factures. En fait, cet argent leur permet même de rembourser la Société du crédit agricole.

C'est une façon vraiment bête de réduire les dépenses de l'État. En fin de compte, l'adoption de ce projet de loi finira par coûter plus de 27 millions de dollars au gouvernement.

Je réponds au député qui parlait de bonnes pratiques commerciales et du style de gestion emprunté au secteur privé que je ne laisserais pas le gouvernement gérer un poulailler. Il gâche tout. Il fait tout à l'envers. C'est tellement ridicule que j'aimerais que mon collègue retourne devant le comité du Cabinet ou le Conseil du Trésor ou encore qu'il sermonne le ministre des Finances derrière la tour de la paix ou quelque chose du genre, afin que le ministre retrouve ses sens et retire ce projet de loi. Cette mesure ne fera rien économiser au gouvernement